

ANALYSE DU 15 OCTOBRE 2012

## FAURE GNASSINGBE ET ARTHEME K. AHOOMEY-ZUNU : DIRIGER LE TOGO JUSQU'EN 2025

Invité par les télévisions occidentales et s'exprimant sur la radio « africa1.com » lors de son séjour en France notamment entre le 5 et le 9 octobre 2012, le Premier ministre Togolais, Arthème K. Séléagodji Ahoomey-Zunu, a affirmé « *qu'il n'y a pas de crise au Togo<sup>1</sup>* ». Comment le croire ?

### 1. ZUNU NE VOIT PAS DE CRISE AU TOGO

Deux questions se posent. Est-ce que le Premier Ministre est malade pour ne plus avoir la capacité de voir ce que tous les Togolais et Togolaises observent tous les jours ? Ou bien, est-ce que le Premier Ministre feint de ne rien voir, ce qui fait de lui un dangereux « *manipulateur* ». Comme personne ne met en cause l'intelligence de ce Premier Ministre qui est passé de l'opposition radicale au soutien zélé du régime de Faure Gnassingbé, une troisième explication est possible : il n'est peut-être pas libre de ses actes et ses dires, compte tenu du fait que la réalité du pouvoir demeure entre les mains d'une oligarchie militaro-civile qui prend ses décisions au sein de structures ésotériques peu démocratiques. Dans cet espace hors-la-loi, il est vrai qu'il n'y a pas de « *crise au Togo* » selon les membres de ce club dont fait partie Mr Zunu. En effet, il n'y a pas de crise au sein de la coalition au pouvoir, quoique les règlements de compte et les démêlés juridiques liés à des affaires d'escroquerie touchant des anciens membres du gouvernement ne permettent pas de croire que la situation est tout à fait « *normale* » au Togo.

### 2. ZUNU OFFICIALISE TOUT : FAURE PEUT ET VEUT RESTER JUSQU'EN 2025.

Pour ce qui est du dialogue inter-togolais et la révision du code électoral, le Premier Ministre affirme ceci : « *nous avons déjà fait ce qu'il faut faire* », dit le Premier Ministre Zunu qui oublie que la plupart des partis politiques et organisations de la société civile ne sont pas de cet avis. Pourtant il affirmait auparavant que « *le Gouvernement est dans un esprit de dialogue et de consensus permanent* ».

Pour ce qui est de la limitation du mandat présidentiel, là encore, le Premier Ministre souffre d'amnésie puisqu'il affirme que ce point a été réglé avec un mandat présidentiel fixé à deux mandats sauf que la date d'application de cette décision unilatérale de la mouvance

présidentielle est 2015. Il n'y a donc pas de rétroactivité. Mais de quelle rétroactivité parle-t-il puisque la Constitution de 1992 adoptée par le Peuple togolais et les accords Politique de Ouagadougou signés à Lomé avaient déjà réglés cette question. C'est donc bien le régime de Faure Gnassingbé qui a mis entre parenthèse cette décision pour la réactiver en 2015 afin de se maintenir au pouvoir.

Pour qu'il n'y ait pas d'équivoques et selon Le Premier ministre Zunu, les deux mandats présidentiels de 2005 et de 2010, usurpés par Faure Gnassingbé, ne comptent pas ou comptent pour du beurre de karité. Le peuple togolais, devra donc maintenant s'attendre à avoir comme Président, Faure Gnassingbé jusqu'en 2025, si les élections présidentielles à venir devaient se dérouler comme ceux de 2005 et de 2010, dans le sang et sans transparence, bref en toute contre-vérité des urnes. Qu'elle honte pour une communauté internationale qui a régulièrement avalée les affirmations du parti au pouvoir en optant, non sans arrière-pensées pour la défense de ses intérêts, que la démocratie finira par survenir de manière pacifique. C'est pourtant dans l'impunité totale face aux entorses graves aux droits humains et au processus transparent qu'il convient d'attendre les prochaines élections au Togo législatives qui devaient se tenir en octobre 2012. En fait, le fait de tout faire dans la précipitation en faisant croire que c'est la Commission électorale nationale dite « *indépendante* » qui n'est pas prête ne passe plus. Alors la machine à frauder les élections au Togo est grippée.

La seule hésitation du Gouvernement de Faure Gnassingbé est le mode de scrutin. Une proposition sérieuse a d'ailleurs été faite par l'Alliance Nationale pour le Changement mais a été rejetée par le pouvoir. Il n'y a donc pas eu de dialogue pour rejeter cette proposition que les chancelleries occidentales semblaient apprécier et considérer comme crédible. Mais Faure Gnassingbé a préféré choisir unilatéralement de ne pas encore choisir car ce qui lui semblait favorable, pourrait se révéler ne plus l'être quel que soit le mode choisi, tant le mépris du peuple togolais pour sa personne et son système est grand. Il ne reste donc plus que la fraude pour gagner des élections législatives et présidentielles pour la mouvance présidence de Faure Gnassingbé, mais là aussi, ce n'est pas aussi sûr avec un peuple togolais de plus en plus frondeur.

### **3. NOBEL DE LA PAIX POUR L'UNION EUROPEENNE : PAS A CAUSE DE SON ROLE AU TOGO.**

Avec l'Union européenne qui se voit décerner le prix Nobel de la Paix 2012, le peuple togolais et les Africains en général peuvent se demander s'il ne s'agit pas d'un jeu de « *cache-cache* », voire de jalousie car le Prix Nobel de la Paix avait été décerné au Président américain, Barack Obama sans gloire dès sa première élection. Alors, pour corriger le tir, les Occidentaux offrent à l'Union européenne qui n'a toujours pas de Président fédéral au sens américain, un

titre. Mais que ce soit les peuples grecs qui ont vu cette Union européenne fermer les yeux sur les fausses informations des comptes de l'Etat concoctés par des bureaux d'études privés dont Goldman Sachs ou le Peuple togolais qui a cru à l'Union européenne pour sanctionner des élections présidentielles non conformes, il faut croire que le prix Nobel est là pour d'autres considérations. Pour le Togo, avec les morts et les blessés, les prisonniers de la lutte démocratique qui croupissent dans les prisons togolaises, ce prix Nobel de la Paix et un prix Nobel de la Paix des cimetières.

#### 4. LA DECREDIBILISATION DU PROCESSUS DÉMOCRATIQUE AU TOGO

Les manifestations publiques, autorisées par la Constitution togolaise, doivent se réaliser de façon pacifique et dans le respect de l'article 12 de la loi n°2011-010 du 16 mai 2011 fixant les conditions d'exercice des libertés de réunion et des manifestations pacifiques publiques. En réalité, le pouvoir togolais tente, sous le couvert du respect de l'ordre public, d'influencer, voire de modifier, les itinéraires des marches de protestation contre le pouvoir en place. En cela, le pouvoir de Faure Gnassingbé se permet d'utiliser tant les moyens conventionnels que des moyens illégaux en laissant des milices armés d'armes blanches infiltrer et déranger les marches pacifiques. Mais plus grave, ces miliciens, protégés par omission d'intervention par les forces de sécurité régaliennes, se réfugient systématiquement dans le camp militaire en plein ville de Lomé, ce dans l'impunité totale. Là aussi, Le Premier Ministre Zunu n'a rien vu. Décidemment, il ne voit pas grand-chose, ou ne voit que ce qui l'arrange.

Les manifestations pacifiques du peuple togolais encadrées par l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), du Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC), du Collectif Sauvons le Togo (CST), de Sursaut-Togo, d'OBUTS (Organisations pour Bâtir dans l'Union un Togo solidaire) et de la Coalition Arc-en-Ciel ainsi que des nombreuses associations et organisations de la société civile y compris ceux de la Diaspora finissent par toucher l'ensemble de la population togolaise. Chaque togolais ou togolaise prend de plus en plus conscience qu'il va falloir subir pour 10 ans encore après 2015, Faure Gnassingbé et son système d'impunité, de clientélisme économique et de refus de compter la Diaspora comme membre à part entière du Peuple togolais.

Alors, le « *Changement maintenant* » de l'ex-candidat à la Présidence française François Hollande trouve un terreau favorable au Togo. Alors, nier tout ceci en bloc comme l'a fait le Premier Ministre Zunu relève d'un cynisme qui pose le problème de son « *après-au Togo* ». En effet, en l'absence d'un dialogue avec le CST ou la Coalition Arc-en-Ciel, de quel dialogue parle le Premier Ministre ? L'accord entre les partis de la mouvance présidentielle doit-il servir de fondement à l'action du Gouvernement de Zunu ? Si la réponse est oui, alors peut-être que

c'est la démocratie et les urnes comme instruments de l'alternance qui pourraient risquer de perdre en crédibilité dans les semaines et mois à venir. En réalité, le Premier Ministre qui sert de « *fusible* » à Faure Gnassingbé, souffre d'une crise de confiance aigüe, contaminée qu'il est par celle dont souffre Faure Gnassingbé.

## 5. ZUNU ET LE CHOIX DES JOURNALISTES OCCIDENTAUX : NE PAS PARLER DE CE QUI FÂCHE

Il est d'ailleurs paradoxal qu'aucun journaliste occidental n'ait posé de questions sur les manifestants détenus dans les prisons togolaises, non libérés à ce jour, alors qu'ils n'étaient que de simples acteurs pacifiques pour l'avènement de la transparence, de la fin de l'impunité et de la démocratie au Togo. Il est étonnant qu'aucun des journalistes occidentaux n'aient posé de question sur l'impunité des responsables de la sécurité alors que les organisations des droits humains et des journalistes ont apporté les preuves nécessaires à des décisions immédiates, au moins symboliques et exemplaires, pour sanctionner le retour d'une justice équitable et sans ségrégation au Togo. Mais, il n'en est rien. Quand à parler des miliciens qui brandissent des coupe-coupes et autres armes blanches pour faire couler le sang des manifestations pacifiques, ce sous la bienveillance de ce qui tient lieu de forces de sécurité au Togo, les médias occidentaux n'ont soufflé mot.

Aussi face aux affirmations unilatérales d'un Premier Ministre togolais sur la situation togolaise jugée « *normale* » dans une « *démocratie vivante* », il faut s'étonner qu'aucune représentation de l'alternance démocratique togolaise n'ait été appelée à proposer une contradiction, voir un débat public. Le dialogue commence par un débat contradictoire entre les représentants de la mouvance présidentielle et les représentants de la mouvance alternative.

Sur un autre plan, Faure Gnassingbé, à coup d'argent, fait sa campagne de communication avec un grand hebdomadaire qui traite de l'Afrique, ce à coup de millions de Franc CFA. Il s'agit d'améliorer l'image du Togo en menant la campagne de l'image, une vraie campagne de communication auprès des pays occidentaux. C'est vrai que les chancelleries occidentales et les médias occidentaux sont prêts à verser dans une forme d'amnésie collective sur les exactions et atteintes multiples à la vérité des urnes et aux droits humains au Togo puisque la crise togolaise est considérée comme une crise de basse tension.

Aussi, il suffit pour le Premier Ministre togolais d'affirmer devant les caméras occidentales, ce avec beaucoup d'assurance, que « *le processus démocratique est consolidé* », pour que le « *chien aboie et la caravane passe* ». Les partis de l'alternance ont un droit de réponse à faire respecter.

## 6. QUI BOUDE FAURE GNASSINGBÉ ?

Face à la crise de confiance que rencontre le Premier ministre Zunu, il importe de remonter plus haut et constater que Faure Gnassingbé, en tant que Président en exercice de l'Union économique monétaire ouest-africain ne reçoit que peu de considérations lors de ses déplacements auprès des Nations Unies. Il n'a toujours pas été reçu officiellement par François Hollande, ni d'ailleurs par Barack Obama. Une crise de défiance !

Est-ce que Faure Gnassingbé a effectivement été boudé par les Nations Unies lors de la 67<sup>e</sup> Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies ? En effet, les participants à cette Assemblée ont « désespérément » attendu l'arrivée de Faure Gnassingbé à la Tribune. Remplacé in extremis par le Ministre togolais des affaires étrangères, Elliot Ohin<sup>2</sup>. Certains ont même cru qu'il avait eu un malaise. Mais il semble qu'il soit tout simplement resté cloîtré dans sa chambre d'Hôtel, une suite luxueuse dans l'Hôtel Mandarin<sup>3</sup>. Alors qui boude politiquement le chef de l'Etat togolais ? Barack Obama, François Hollande ? Les deux ?

Le discours de François Hollande à Dakar lors de sa visite officielle le 12 octobre 2012 où il déclara « *s'opposer à la Françafrique*<sup>4</sup> » vient mettre fin à l'imaginaire tronquée de l'ex-Président Nicolas Sarkozy. Mais François Hollande va plus loin à Kinshasa lors du sommet de la Francophonie, ce devant la plus grande concentration de Présidents africains ayant usurpé les urnes.

Le Président Hollande prôna le retour de la démocratie, la vraie, celle qui est basée sur la vérité des urnes au sein de la Francophonie. Ceci ne permet pas de croire à une continuation dans l'état des méthodes mafieuses de Faure Gnassingbé pour conserver le pouvoir au Togo. Après la déclaration de François Hollande que « *tout être humain doit pouvoir choisir ses dirigeants*<sup>5</sup> », la question qui reste ouverte est de savoir comment François Hollande va s'y prendre pour ne pas se faire rouler dans la farine de manioc du système du RPT/UNIR, le parti de Faure Gnassingbé ? Ce parti-système militaro-civil a réussi le tour de force de rouler dans la farine de manioc, avec leur consentement quand ce n'est pas avec leur soutien, tous les dirigeants français de la cinquième République. L'avenir de Faure Gnassingbé, et donc celui du Premier ministre Zunu, pourrait ne pas se prolonger jusqu'en 2025 si François Hollande considère que le Togo n'est pas une crise de basse tension.

## 7. RECOMMANDATIONS DU CVU-TOGO-DIASPORA

Le Collectif pour la Vérité des Urnes :

- demande à la représentation de l'Union des mouvements ayant opté pour l'alternance au Togo, notamment le Collectif Sauvons le Togo et Coalition Arc-en-Ciel de solliciter

un droit de réponses auprès des médias occidentaux dont TV 5, France 24, Africa1.com pour corriger un tant soit peu les contre-vérités du Premier ministre togolais. A défaut, les médias occidentaux se contenteront des paroles incomplètes du Premier ministre ;

- exhorte les deux grandes coalitions togolaise d'afficher une plateforme commune, avec des représentations communes afin d'avoir une politique de communication commune. Il ne suffit pas d'avoir raison sur le fond. Encore faut-il le faire savoir et de ne pas laisser ceux qui sont dans le déni et la contre-vérité occuper le terrain médiatique à l'étranger.

15 octobre 2012.



Dr Yves Ekoué AMAÏZO  
Coordinateur Général

- 
- <sup>1</sup> France24 et TV 5(2012). « Arthème K. Séléagodji Ahoomey-Zunu, Premier ministre togolais », in TV 5, 9 octobre 2012, <<http://www.republicoftogo.com/Videos/%28categorie%29/111/%28diaporama%29/19105>>, et Franc24 <<http://www.france24.com/fr/20121006-lentretien-togo-artheme-seleagodji-ahomey-zunu-premier-ministre-cedeao-mali>> accédé le 14 octobre 2012. Le débat avec Francis Laloupo permet de comprendre comment le Premier ministre choisit les questions que *Radio Africa1.com*, [www.africa1.com](http://www.africa1.com), 5 octobre 2012, <<http://www.africa1.com/spip.php?article25933>> accédé le 14 octobre 2012
- <sup>2</sup> Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies (2012). « Le 1er octobre 2012, le ministre des Affaires togolais Elliot Ohin prononce un discours, au nom du chef de l'Etat, à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU », in *Republicoftogo*, voir <<http://www.republicoftogo.com/Diaporama#28>> accédé le 14 octobre 2012.
- <sup>3</sup> Lettre du Continent (2012). *Diplomatie d'influence*, n° 644 du 11 octobre 2012, voir [www.africaIntelligence.fr](http://www.africaIntelligence.fr), p. 2.
- <sup>4</sup> BBC (2012). « Hollande dit non à la "Françafrique" », 12 octobre 2012, BBC, voir <[http://www.bbc.co.uk/afrique/region/2012/10/121012\\_hollande\\_africa\\_dakar.shtml](http://www.bbc.co.uk/afrique/region/2012/10/121012_hollande_africa_dakar.shtml)> accédé le 12 octobre 2012.
- <sup>5</sup> BBC (2012). « Hollande en avocat de la démocratie », 13 octobre 2012, voir <[http://www.bbc.co.uk/afrique/region/2012/10/121013\\_francofonie\\_summit.shtml](http://www.bbc.co.uk/afrique/region/2012/10/121013_francofonie_summit.shtml)>, accédé le 14 octobre 2012 ;